

Angela Merkel lie son avenir à l'intégration des réfugiés

La chancelière allemande doit convaincre ses électeurs et ses partenaires européens

 **D**e son propre aveu, Angela Merkel n'avait jamais connu une année comme 2015. Les attentats en France, la crise en Ukraine – " où il n'est rien moins question que de guerre et de paix ", résume-t-elle –, la dette grecque et bien sûr les réfugiés. Pour ses concitoyens, ce dernier dossier est sans doute le plus déterminant. Il est aussi celui qui passionne le plus la chancelière. Ce n'est pas un hasard si plusieurs médias allemands ont jugé que le discours qu'elle a tenu sur ce thème le 14 décembre devant le congrès de l'Union chrétienne-démocrate (CDU) est le meilleur qu'elle ait jamais prononcé.

En une heure quinze, une Merkel offensive a présenté sa vision de l'Allemagne dans vingt-cinq ans : " *Un pays ouvert, curieux, tolérant, passionnant, possédant une forte identité. " Un pays " qui voit aussi le monde avec les yeux des autres, qui aide les personnes en situation de détresse, qui, en tant que membre de l'Union européenne et de l'OTAN confiant en ses capacités, apporte sa contribution à la sécurité et à la paix et qui contribue à ce que la mondialisation puisse être gérée de façon juste "*. A l'entendre, l'Allemagne, sous sa gouverne, est capable de relever ce défi comme elle sut renaître des décombres après 1945, grâce au chancelier Konrad Adenauer, puis sut faire face à la réunification, sous Helmut Kohl. Mais, a-t-elle reconnu au détour d'une phrase, d'ici là l'intégration d'un million de réfugiés, voire davantage, va constituer " *un travail de titans "*. Et les Allemands n'attendent pas 2040 pour juger leur chancelière.

Si elle a su, en décembre 2015, convaincre les militants de la CDU, le plus dur reste à faire : persuader le reste de la population. " *Dès 2016, les citoyens doivent voir que le nombre de réfugiés diminue sensiblement "*, rappelle son allié, Horst Seehofer, ministre-président (Union chrétienne-sociale, CSU) de la Bavière. Que la gestion des réfugiés dérape, et les chances d'Angela Merkel d'être élue pour un quatrième mandat à l'automne 2017 s'envoleront. Nombre d'Allemands craignent que la solidarité dont la population fait preuve à l'égard des réfugiés ne s'estompe avec l'hiver. Que les violences à l'encontre des étrangers redoublent. Que les réfugiés eux-mêmes provoquent des incidents. 2016 sera donc l'année où l'Allemagne commencera à intégrer ou non les réfugiés accueillis en 2015. Un défi logistique et politique.

Dans tous les Länder, c'est par milliers que les administrations cherchent, par exemple, à recruter des enseignants. Partout sont lancés des programmes de construction de logements sociaux. Dans ce pays fédéral, Mme Merkel a une chance : le plus souvent, la responsabilité incombe aux Länder. Berlin ne fait qu'aider financièrement les investissements locaux.

Fermeté envers Poutine

Mais le dossier dépasse l'Allemagne. Angela Merkel a reconnu que la " *réduction significative "* du nombre de nouveaux réfugiés devait être gérée " *de façon durable "* par la communauté internationale. Et là, c'est elle qui est en première ligne. Il est donc essentiel, pour son propre avenir politique, qu'elle réussisse à convaincre ses partenaires européens, notamment à l'Est, d'accueillir plus de réfugiés, et qu'elle persuade la Turquie de respecter ses engagements pris fin novembre 2015 pour inciter les réfugiés qu'elle abrite à ne pas poursuivre leur route vers l'Europe. Elle doit enfin contribuer à trouver une solution à la crise syrienne, tout en se montrant assez ferme avec Vladimir Poutine pour ne pas donner l'impression de céder sur l'Ukraine afin d'obtenir un appui russe face à Damas.

Le sommet européen des 17 et 18 décembre, qui a rappelé à quel point la crise des réfugiés continuait de diviser les Vingt-Huit, est un bon aperçu des difficultés qui attendent Mme Merkel en 2016.

Frédéric Lemaître

© Le Monde

 **article précédent**

Barack Obama dispose d'un an pour...

article suivant 

L'espace Schengen joue sa survie...